

“DÉFENDONS L'INFORMATION”

LE 18 JUIN, SOUTENEZ LE MOUVEMENT ET SIGNEZ LA PÉTITION !

Judi 18 juin, les syndicats SNJ, SNJ-CGT, CFTD-Journalistes, le SGJ-FO, la Filpac-CGT, le SNPEP-FO, Info'Com-CGT appellent les salariés des médias à rejoindre le cortège et à se mobiliser contre les dangers qui menacent l'information, pour refuser les plans sociaux et défendre une information de qualité.

Depuis le lancement de cette mobilisation inédite, les préavis de grève se multiplient dans les entreprises de service public. Les associations, SDJ ou clubs de la presse sont nombreux à rejoindre les soutiens et les déplacements depuis les régions s'organisent. Un objectif : être nombreux à Paris pour interpellier la ministre de la culture et les patrons et faire entendre nos revendications. Ce mouvement s'adresse aussi à vous, citoyennes et citoyens, qui, au quotidien, êtes les premières victimes d'une information tronquée, biaisée ou fautive, due aux conditions de travail de plus en plus précaires des salariés des médias. Il est possible, dès aujourd'hui, d'apporter votre signature à cette pétition **“Ensemble, défendons l'information, notre bien commun”** : <https://c.org/mRq7wtK6kj>

Elle sera remise à la ministre de la Culture, jeudi, au terme de la manifestation.

Vous pouvez également apporter un soutien financier pour permettre aux salariés de l'information les plus précaires de venir à Paris à travers cette cagnotte : <https://www.helloasso.com/associations/syndicat-national-des-journalistes-cgt/formulaires/4>

LE JEUDI 18 JUIN, RENDEZ-VOUS À 11 HEURES, PLACE DE LA BOURSE, À PARIS

- Cortège jusqu'au ministère de la Culture
- Prises de parole à partir de midi à proximité du ministère
- À partir de 14h30 : tables rondes revendicatives à la Bourse du travail, rue du Château d'eau.

Le 18 juin, mobilisons-nous pour revendiquer :

- L'arrêt des plans de suppressions d'emplois, des effectifs nécessaires pour un journalisme de qualité, la titularisation des précaires ;
- Que l'intelligence artificielle soit strictement encadrée et ne serve pas de prétexte à la suppression de métiers et d'emplois
- Des rémunérations à la hauteur de nos qualifications, l'arrêt de la baisse continue des budgets piges et le respect strict de la loi Cressard ;
- Le respect de notre statut professionnel permettant de résister aux pressions d'où qu'elles viennent, ce qui suppose

de refuser que les médias d'information se transforment en officines de propagande ou de désinformation ;

- Des moyens nécessaires pour que l'audiovisuel public puisse mener sa mission correctement ;
- Une véritable bataille menée contre les géants du numérique qui pillent nos informations et conservent les retombées financières ;
- Un renforcement des moyens de régulation du monde des médias : limiter la concentration des médias, inclure les organisations syndicales dans la CPPAP ;
- Un maintien des imprimeries ;
- Un véritable plan national pour lutter contre les déserts informationnels ;
- Un réel renforcement et une plus grande collecte des droits voisins, et l'extension de leur répartition ;
- Un droit à l'information libre et indépendante, socialement garanti ;
- Une révision en profondeur de la loi contre les concentrations de 1986 et une mise à niveau avec le droit européen, sur la protection des sources, l'indépendance de l'audiovisuel public, etc.

Organisée par : **le Syndicat national des journalistes (SNJ), le SNJ-CGT, la CFTD-Journalistes, le SGJ-FO, la Filpac-CGT, le SNPEP-FO, et Info'Com-CGT.**

Premiers soutiens : **Union des clubs de la presse de France et francophones (UCP2F), Association des journalistes scientifiques de la presse d'information (AJSPI), Association des journalistes du tourisme (AJT), Prenons la Une, Club de la presse Occitanie, Profession:Pigiste, FEC-FO, Association des journalistes médicaux grand public (AJMED), Action-Critique-Médias (ACRIMED), Association des journalistes de l'environnement (AJE), Association des journalistes de l'information sociale (AJIS), Club de la presse Drôme-Ardèche, Un bout des médias, La Société des auteurs, des arts visuels et des images fixes (SAIF), Coop Médias, Vigilance et initiatives syndicales antifascistes (VISA), Association des journalistes antiracistes et racisé·e·s (AJAR), La LDH (Ligue des droits de l'Homme/droits humains), Amnesty International France, Société des journalistes de GPS (Groupe Profession Santé), Club de la Presse de Bretagne.**

Vous souhaitez venir, organiser un déplacement à plusieurs, donner un coup de main, vous souhaitez soutenir cet appel en tant qu'organisation (club de la presse, SDJ, association, collectif, ONG...) ? : orga18juin@gmail.com •